

PERSPECTIVES PROVINCIALES

Mars 2010

Surfer sur la vague des mesures de relance

Une reprise en bonne et due forme semble enfin s'installer fermement au Canada. À l'échelle nationale, le faible redressement qui a marqué la fin de la récession au troisième trimestre de 2009 s'est transformé en une vigoureuse croissance annualisée de 5 % lors des trois derniers mois de l'année. Pourtant, la reprise tarde à se faire sentir dans de nombreuses régions du pays. En effet, le taux de chômage s'établit toujours à des sommets pluriannuels dans plusieurs provinces, notamment la Nouvelle-Écosse, l'Ontario et l'Alberta. Le redressement économique observé jusqu'à présent n'est certes pas uniforme à l'échelle du pays : alors que plusieurs provinces (y compris la Colombie-Britannique, la Saskatchewan et le Québec) sont en bonne voie de regagner le terrain perdu à de nombreux égards, d'autres (par exemple l'Alberta) tirent de l'arrière. Cet état de fait est néanmoins caractéristique des débuts d'une reprise économique, lesquels sont souvent marqués par de forts écarts de rendement attribuables au manque de synchronisme entre les secteurs d'activité et les économies régionales.

Malgré tout, nous demeurons convaincus que toutes les provinces connaîtront tôt ou tard un solide regain de croissance économique en 2010. Le raffermissement de la demande mondiale, la hausse des prix des produits de base, le bon fonctionnement des marchés du crédit et des marchés boursiers, ainsi que l'effet très stimulant des politiques budgétaires et monétaires finiront par se répandre et par gagner en importance partout au pays tout au long de l'année. À bien des égards, 2010 marquera l'effet maximum des mesures de relance. Dès que les obstacles à la croissance économique s'estomperont, les pleins effets des mesures de relance se feront sentir. En dépit d'un relèvement prévu au milieu de l'année, les taux d'intérêt demeureront à des planchers historiques et continueront de soutenir la croissance. Entre autres, la faiblesse continue des taux d'intérêt suscitera une forte demande dans le marché du logement.

Par conséquent, les perspectives pour la majorité des provinces en 2010 seront, du moins au début de l'année, grandement influencées par les mesures de relance. La suite des événements, soit le moment où ces mesures seront abrogées, s'annonce plus problématique. Le flambeau du leadership au chapitre de la croissance devra être transmis sans heurt au secteur privé. Heureusement, il y a tout lieu de croire que ce sera le cas. Les prévisions relatives aux dépenses en immobilisations des entreprises privées du secteur des mines et de l'énergie en 2010 sont substantiellement en hausse en Alberta, en Colombie-Britannique, au Manitoba, au Québec et en Ontario. Nous nous attendons à ce que les investissements dans le secteur privé augmentent parallèlement à la diminution de capacité excédentaire suscitée par le redressement des économies provinciales.

La présente publication contient un certain nombre de révisions de nos prévisions de croissance provinciale. Nous croyons maintenant que Terre-Neuve-et-Labrador prendra la tête de la reprise grâce à une croissance de 4,1 % cette année. Il s'agit d'un bond notable depuis nos dernières prévisions et d'un redressement spectaculaire depuis 2009, année où la province s'est classée bonne dernière. Nous avons également relevé

Croissance du PIB réel

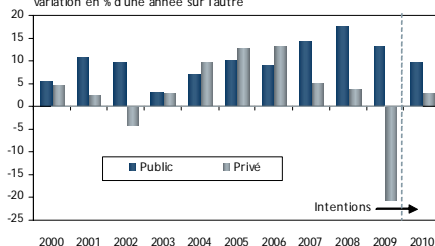
% de variation, classé selon la croissance en 2010



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Investissement non résidentiel au Canada

variation en % d'une année sur l'autre



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Paul Ferley

Économiste en chef adjoint
(416) 974-7231
paul.ferley@rbc.com

Robert Hogue

Économiste principal
(416) 974-6192
robert.hogue@rbc.com

David Onyett-Jeffries

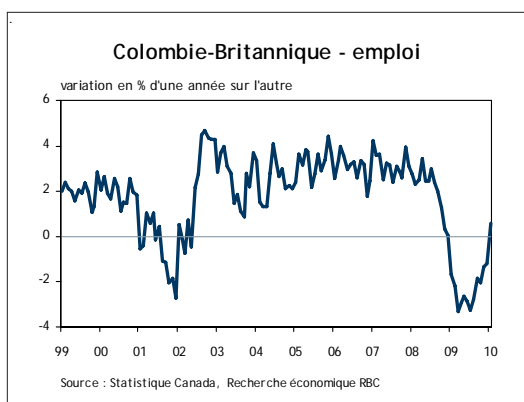
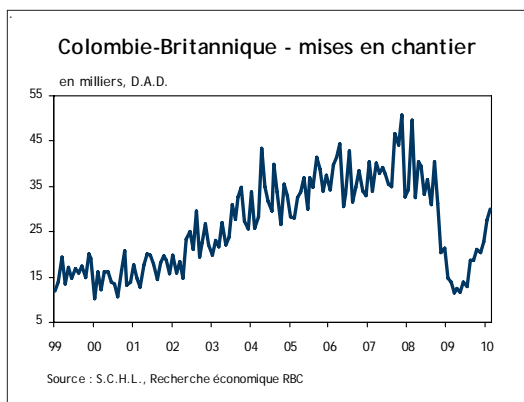
Économiste
416-974-6525
david.onyett-jeffries@rbc.com

nos prévisions de croissance à 3,4 %, 3,3 % et 2,8 % respectivement pour la Colombie-Britannique, l'Ontario et le Québec en 2010. En revanche, nous avons revu à la baisse nos prévisions pour l'Île-du-Prince-Édouard (à 2,1 %), la Nouvelle-Écosse (à 2,2 %), le Nouveau-Brunswick (à 2,4 %), le Manitoba (à 2,5 %) et la Saskatchewan (à 3,6 %), surtout en raison de leur rythme décevant à l'heure actuelle et, dans le cas du Manitoba, de la chute des intentions d'investissement en immobilisations cette année. Nos prévisions pour l'Alberta demeurent inchangées à 2,5 %. Nous avons également apporté quelques modifications mineures à nos prévisions pour 2011 : à la hausse pour Terre-Neuve-et-Labrador et l'Ontario, mais à la baisse pour l'Île-du-Prince-Édouard, la Nouvelle-Écosse, le Nouveau-Brunswick et le Québec.

Tous les yeux sont tournés vers la Colombie-Britannique

Après des années de préparation et de planification, le rideau est finalement tombé sur les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver (il est toutefois toujours levé pour les Jeux paralympiques, qui se dérouleront à compter du 12 mars). Malgré quelques malencontreux incidents au début (et une météo récalcitrante à certains sites), les jeux ont remporté un succès sans précédent, succès qui ne peut que confirmer le dur labeur et le dévouement des organisateurs, des bénévoles et de l'ensemble des Britanno-colombiens. Les Jeux olympiques ont permis de faire connaître non seulement le charme pittoresque de la Colombie-Britannique et la chaleur de ses habitants, mais aussi le savoir-faire et les compétences incontestables de la province. L'évaluation de l'apport économique des jeux prendra des mois, voire des années, mais il est clair qu'ils ont produit l'effet escompté, soit positionner Vancouver et la Colombie-Britannique comme destinations de choix pour le tourisme, l'immigration et les affaires. Il va de soi que l'afflux de dizaines de milliers de visiteurs en février et en mars dynamisera fortement l'industrie du tourisme, du commerce de détail et d'une grande variété de services. Ce phénomène accélérera la reprise économique dont la venue est de plus en plus manifeste depuis plusieurs mois. Nous nous attendons à ce que la Colombie-Britannique se taille une place parmi les chefs de file de la croissance canadienne en 2010, son PIB réel étant censé se chiffrer à 3,4 % (révisé légèrement à la hausse depuis nos prévisions précédentes de 3,2 %), tout juste derrière celui de Terre-Neuve-et-Labrador et la Saskatchewan. Une telle croissance constituerait un progrès notable pour la province, laquelle a affiché une contraction estimée de 2,5 % en 2009, soit son plus fort ralentissement depuis 1982.

Indépendamment de la reprise d'origine olympique, l'économie de la Colombie-Britannique devrait se redresser sensiblement grâce à la faiblesse historique des taux d'intérêt. La conjoncture du marché du logement pendant la majeure partie de 2009 est un exemple probant de l'incidence du niveau plancher des taux, soit une flambée de la demande, laquelle a poussé les ventes des maisons existantes vers de nouveaux sommets. Certains secteurs clés du marché résidentiel de la province affichant une grave pénurie au début de l'année, la construction résidentielle devrait prendre son envol en 2010. Nous nous attendons à ce que les mises en chantier reprennent plus de la moitié du terrain perdu en 2009 (elles se chiffraient alors à 16 000) et grimpent à 25 600. Nous croyons que le secteur de la construction enregistrera une forte hausse pendant le premier trimestre de l'année (avant l'implantation de la TVH), puis il progressera de façon modérée par la suite. Les dépenses en immobilisations devraient également connaître une forte



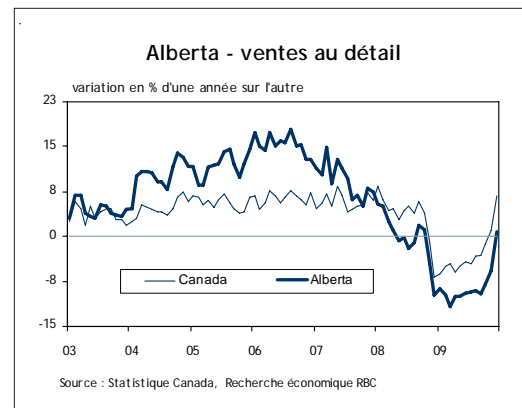
remontée essentiellement attribuable à l'amélioration des perspectives des secteurs de l'énergie et des mines. Selon la dernière enquête de Statistique Canada sur les intentions d'investissement, les sociétés pétrolières, gazières et minières prévoient augmenter considérablement leurs dépenses en immobilisations à près de 1,4 milliard de dollars (ou 21 %) en 2010. Grâce à ces investissements, les dépenses globales de la province en construction non résidentielle et en machinerie et équipement progresseront de près de 5 %. Toutefois, la hausse des dépenses en immobilisations annoncée par le gouvernement de la Colombie-Britannique dans son budget de mars 2010, après la tenue du sondage, est de bon augure. Le gouvernement de la Colombie-Britannique et ses sociétés d'État prévoient actuellement allouer un budget supplémentaire de 12 %, ou de 8,2 milliards de dollars, aux dépenses en immobilisations pour l'exercice 2010-2011. Il s'agit d'une révision à la hausse de plus de 6 % depuis les dernières prévisions.

Le redressement économique imminent devrait donner un second souffle au marché du travail de la Colombie-Britannique. Celui-ci devrait poursuivre son essor amorcé à la fin de l'été dernier et, ainsi, récupérer entièrement les pertes enregistrées pendant la récession d'ici la fin de l'année. Cette remontée devrait se traduire par une croissance annuelle de 2,1 %, une progression notable depuis le recul de 2,4 % enregistré en 2009. Le taux de chômage devrait toutefois demeurer problématique et se chiffrer en moyenne à 7,7 %, soit en hausse légère par rapport aux 7,6 % de l'an dernier, en raison d'une augmentation de la population active.

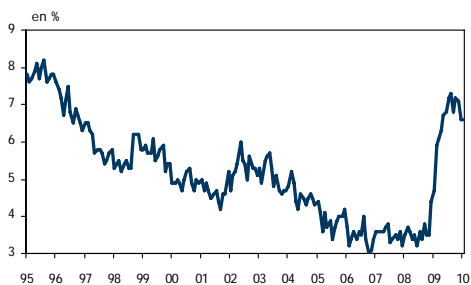
Estimant que la Colombie-Britannique poursuivra sur cette lancée jusqu'en 2011, nous laissons nos perspectives de croissance inchangées à environ 3,4 %. La province accuse donc un léger retard par rapport à la moyenne nationale de 3,9 %, lequel s'explique essentiellement par la fin de l'apport économique des Jeux olympiques.

Contrairement à son habitude, l'Alberta n'arrive pas à rebondir

L'Alberta ne donne toujours pas de signes clairs de reprise, et ceux que nous percevons jusqu'à maintenant laissent présager un redressement relativement faible. Certes les données publiées récemment témoignent d'une progression marquée par rapport à la forte contraction en fin 2008 et au début 2009, mais le faible essor actuel n'est pas caractéristique de cette province, habituellement si rapide à revenir sur la voie de la croissance après une période de récession. Au cours des deux années qui ont suivi la récession des années 80, par exemple, l'Alberta a dégagé des taux de croissance dynamiques de 4,3 % et de 8,0 %. (La province n'a pas connu de récession au début des années 90.) Cette fois, la quasi-totalité des secteurs économiques tardent à afficher une nette croissance : les exportations, le secteur manufacturier, les dépenses de consommation, les investissements non résidentiels et le marché du travail. Ce retard reflète en bonne partie le marasme dans l'industrie du gaz naturel, un secteur névralgique dans la province. Le marché du logement est l'un des rares à faire figure d'exception, celui-ci ayant effectué un bond spectaculaire depuis ses creux jamais vus en treize ans atteints l'an dernier. Pourtant, les mises en chantier n'ont toujours pas regagné ne serait-ce que la moitié du terrain perdu en 2008, et leur rythme de reprise a quelque peu ralenti à la fin de 2009 et au début de 2010. En dépit de la médiocrité de la reprise au début de l'année, nous nous attendons à



Alberta - taux de chômage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

une cadence économique plus soutenue pour la période à venir, grâce en grande partie à l'amélioration attendue dans le gaz naturel, au renouvellement des dépenses au chapitre des projets d'investissements publics et privés, et au niveau plancher des taux d'intérêt. Les prévisions relatives à la croissance du PIB réel de la province s'établissent à 2,5 % (inchangées depuis nos *Perspectives provinciales* publiées en décembre dernier). Bien qu'il s'agisse d'un progrès remarquable, compte tenu des prévisions de repli de 3,7 % en 2009 (lesquelles ont été révisées à la baisse depuis -3,4 %), un tel taux de croissance est néanmoins considérablement inférieur à la moyenne nationale de 3,1 % et à celui enregistré lors des reprises précédentes dans la province.

Cette année, le renouveau des dépenses en immobilisations dans le secteur énergétique sera déterminant. Selon le sondage de Statistique Canada sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé publiées fin février, les sociétés albertaines spécialisées dans l'extraction pétrolière et gazière prévoient augmenter leurs dépenses de plus de 8 % cette année, à 25,5 milliards de dollars. Ces augmentations découlent essentiellement de la reprise des travaux de construction dans l'industrie des sables bitumineux, où divers projets autrefois remis à plus tard sont revenus à l'avant-plan. Cette croissance des dépenses n'arrivera toutefois pas à combler les pertes considérables enregistrées l'an dernier, année où les dépenses en immobilisations du secteur ont chuté de 41 % (soit de près de 17 milliards de dollars !). Les perspectives à l'égard de l'industrie du forage, déjà mal en point, demeurent funestes, les dépenses projetées chutant davantage cette année, soit de 29 %. En revanche, le secteur public devrait augmenter ses dépenses en immobilisations de 20 %, ou 4,7 milliards de dollars, en 2010. La quasi-totalité de cette hausse sera attribuable aux travaux régionaux et locaux. Le budget de l'Alberta publié en février vient confirmer l'intention du gouvernement d'accroître de 5,4 % l'ensemble de ses dépenses en immobilisations en 2010-2011, une hausse qui compensera partiellement le repli de près de 10 % de 2009-2010.

Nous prévoyons une avancée graduelle du marché du travail albertain parallèle à l'amélioration de la conjoncture économique tout au long de l'année. De façon générale, nous envisageons une hausse de 1,4 % du niveau de l'emploi en 2010, laquelle équivaut à la moyenne nationale et reverse largement le repli de 1,3 % de 2009. Il faudra attendre encore quelque temps avant d'observer une amélioration marquée du taux de chômage, celui-ci devant, selon nos perspectives, demeurer inchangé à 6,6 % sur une base annuelle moyenne. La progression continue de l'emploi et la faiblesse ininterrompue des taux d'intérêt (malgré le relèvement de ces derniers prévu pour le milieu de l'année) continueront de stimuler les dépenses de consommation et d'alimenter la demande sur le marché du logement. Nous envisageons un regain des mises en chantier en Alberta à 27 600 unités (elles se chiffraient à 20 000 unités en 2009).

Nous sommes d'avis que la reprise sera fermement établie dans la province d'ici l'an prochain. Même si celle-ci ne connaîtra pas la phase d'expansion habituellement associée à cette étape du cycle, nous prévoyons malgré tout une croissance marquée de 4,4 % en 2011 (prévision inchangée depuis nos dernières perspectives). Une telle progression permettra à l'Alberta de se tailler l'une des premières places au classement provincial, tout juste derrière la Saskatchewan.

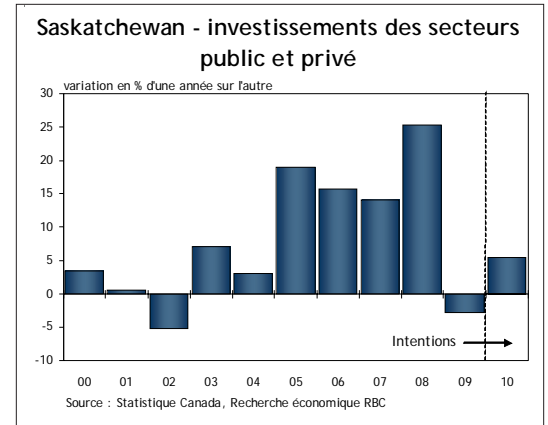
Saskatchewan – Reprise de la croissance au rythme de la hausse du prix des produits de base

Tout au long de 2009, la croissance de la Saskatchewan a continuellement été révisée à la baisse en raison de la chute des cours des produits de base, particulièrement celui de la potasse, qui a pesé sur les dépenses et les revenus (y compris les recettes fiscales). Malheureusement, cette situation se répète avec la présente révision des prévisions trimestrielles. En effet, on s'attend à ce que l'activité dans la province ait chuté de 3,0 % en 2009, comparativement à la baisse de 1,6 % prévue au dernier trimestre. Au-delà de 2009, toutefois, nous croyons que des perspectives de croissance plus encourageantes, tant aux États-Unis que dans les économies émergentes, favoriseront une hausse des prix des ressources naturelles. Le prix de la potasse, qui avait été entraîné à la baisse l'an dernier par une faible demande, devrait augmenter à la suite de la hausse attendue de l'utilisation d'engrais à l'échelle mondiale. D'importantes ententes ont récemment été conclues entre les grands producteurs de potasse de la Saskatchewan et des clients de la Chine et de l'Inde, ententes qui se traduiront probablement par une stabilisation des prix au début de 2010 et par une possible augmentation des prix plus tard dans l'année.

Les résultats du récent sondage sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé en 2010 indiquent que les entreprises s'attendent à une amélioration du contexte économique et qu'elles se préparent à remettre en cours différents projets d'investissement. Le sondage souligne une augmentation de 5,5 % des dépenses en immobilisations cette année, à la suite de la baisse de 2,8 % à ce chapitre en 2009. Bien que la majeure partie de l'augmentation prévue pour 2010 reflète une hausse de 16,3 % des investissements dans le secteur public, on prévoit également une augmentation de 2,8 % des dépenses en immobilisations dans le secteur privé qui permettrait de regagner la moitié du terrain perdu avec la baisse de 5,7 % en 2009. L'augmentation globale de cette année représente le gain le plus rapide parmi toutes les provinces de l'Ouest. Sur le plan sectoriel, la plupart des gains sont concentrés dans les secteurs des mines et de l'extraction pétrolière et gazière, ce qui correspond à la reprise prévue des prix de l'énergie et des métaux de base cette année.

La baisse de la production céréalière a également eu une incidence sur la croissance globale en 2009. En effet, Statistique Canada a récemment estimé à 1,7 % la chute du volume global de la production des grandes cultures. Une météo défavorable tôt dans la période de croissance des cultures a laissé craindre une importante chute de production. À mesure que des conditions plus favorables se sont installées, toutefois, les dommages se sont révélés moins importants que prévu. (En juillet, Statistique Canada a estimé à 13,9 % la baisse des récoltes.) Le possible retour à des conditions météo plus normales cette année devrait plus que compenser pour ces baisses, et la perspective d'une remontée du prix des céréales devrait s'accompagner d'une hausse des revenus des exploitants agricoles cette année et en 2011.

Une hausse des dépenses en immobilisations cette année et une reprise de la production agricole augurent bien pour un retour à une croissance positive dans la province, à 3,6 % en 2010 et à 4,6 % en 2011. Un tel retour reflète également un renforcement des prix des ressources naturelles, un secteur vital pour la vigueur de l'économie de la Saskatchewan, notamment les prix de la potasse, du



pétrole, du gaz naturel, de l'uranium et des céréales. En fait, ce facteur pourrait signifier le retour de la province à une position de chef de file de la croissance à l'échelle nationale l'an prochain.

Manitoba – Le pire est passé

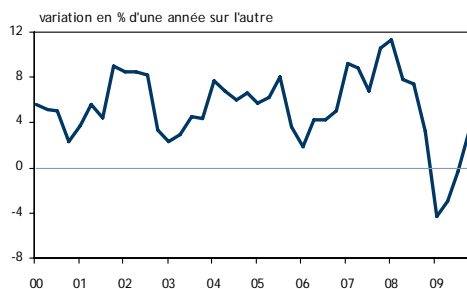
Des données récentes semblent indiquer que le pire de la période de faiblesse économique enregistrée dans la province serait maintenant passé. Parmi les signes les plus encourageants, on note les chiffres sur les ventes au détail, où la croissance d'une année sur l'autre s'est améliorée après une récente dépression de -4 % au premier trimestre à laquelle a fait suite un gain de près de 3,5 % au quatrième trimestre. L'augmentation supérieure à 6 % enregistrée en décembre augure bien pour la poursuite de cette tendance à l'amélioration en 2010. Bien que l'emploi n'ait pas suivi cette tendance à la hausse au long de 2009, un solide gain en janvier permet d'espérer une tendance plus nette à l'amélioration en 2010. Les données sur le secteur de la fabrication ont continué d'indiquer une baisse annuelle tout au long de 2009, quoique ce rythme se soit quelque peu modéré au quatrième trimestre.

Bien qu'on estime à seulement 0,2 % la croissance au Manitoba en 2009, cette croissance est toutefois supérieure à la baisse de 2,6 % enregistrée à l'échelle nationale. Cette bonne tenue relative reflète notamment une économie provinciale diversifiée et moins centrée sur la construction automobile, secteur durement touché par la récession. De plus, la province a bénéficié d'une croissance de 4,0 % des dépenses en immobilisations en 2009. Cependant, les données provinciales sur les dépenses en immobilisations publiées lors du récent sondage sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé soulignent le coût de ce soutien dont a bénéficié la province. En effet, on prévoit que le total des dépenses en immobilisations chutera de 1,1 % en 2010 en raison de la fin de projets clés tels que le pipeline Keystone et le projet d'agrandissement du canal de dérivation de la rivière Rouge. Le Manitoba devrait être la seule province à connaître une baisse des dépenses en immobilisations en 2010. Toutefois, cette baisse sera contrebalancée par une hausse des dépenses dans le secteur minier et des dépenses en cours dans le cadre du projet de centrale de Wuskwatum de Manitoba Hydro.

La hausse des investissements dans l'extraction de minerai est motivée par les attentes à l'égard d'une augmentation des cours des métaux de base soutenue par l'accroissement de la demande dans les pays industrialisés et les économies émergentes. Ce facteur a aussi motivé la réouverture d'une mine de zinc fermée en 2009, qui devrait reprendre son plein rythme de production d'ici le deuxième trimestre de 2010. Une reprise de la croissance à l'échelle mondiale devrait également contribuer à une amélioration plus importante dans le secteur de la fabrication, cette année et l'année suivante, amélioration qui viendra soutenir des sous-secteurs clés tels que ceux de la production d'équipement de transport (p. ex., avions et autobus) et de matériel et outillage.

La faiblesse enregistrée dans le secteur de l'agriculture, attribuable aux conditions météo, a contribué au ralentissement de la croissance globale du PIB du Manitoba en 2009. En effet, Statistique Canada estimait récemment à 6,3 % la baisse de la production céréalière dans la province. Toutefois, l'amélioration prévue des conditions météo en 2010 devrait susciter une reprise de la produc-

Manitoba - ventes au détail



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

tion céréalière cette année, tout comme une amélioration globale de l'économie de la province.

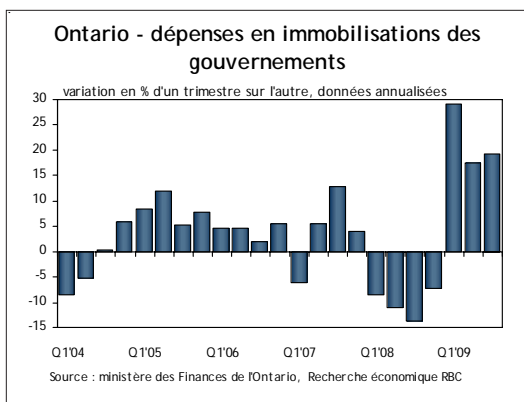
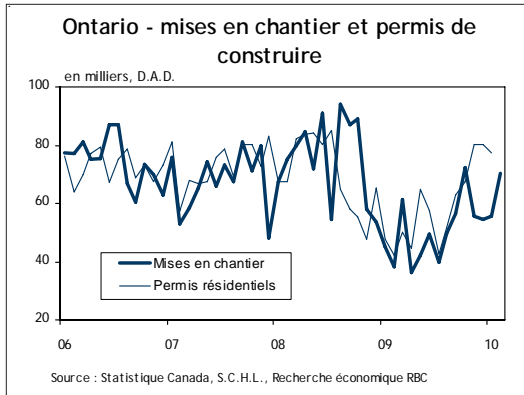
La reprise dans les secteurs minier, agricole et de la fabrication devrait plus que compenser pour la baisse prévue des dépenses en immobilisations. Par conséquent, pour la province, on prévoit une hausse de la croissance de 2,5 % en 2010 et de 4,0 % en 2011. Tel que mentionné plus haut, les dépenses en immobilisations engagées tout au long de l'an dernier ont fait en sorte que le Manitoba a été la seule province à enregistrer un gain de croissance en 2009. Cependant, la baisse de ces dépenses cette année entraînera une hausse de croissance plus modeste en 2010, comparativement aux autres provinces ; le Manitoba devrait donc enregistrer une croissance inférieure à la moyenne nationale.

Ontario – Fermelement engagée sur la voie de la reprise

Bien qu'elle ne soit pas entièrement au bout de ses peines, l'économie ontarienne semble fermement engagée sur la voie de la reprise. De récentes données du ministère des Finances de l'Ontario indiquent, en effet, que la province est revenue à une croissance positive, quoique modeste, au troisième trimestre de 2009 (comme le reste du Canada), ce qui marque probablement la fin de la plus grave période de repli économique de la province depuis la récession du début des années 1990. Les données économiques des derniers mois, nous portent à croire que la croissance s'est accélérée considérablement dans la province pendant le dernier trimestre. Entre autres, le secteur de la construction automobile a continué d'enregistrer des gains, tout comme le secteur du logement. Cette vigueur nouvelle favorisera une reprise soutenue tout au long de 2010, alors que les mesures de stimulation budgétaire et monétaire atteindront leur effet maximum. En fait, on s'attend maintenant à ce que la province connaisse cette année une croissance globale légèrement supérieure à la moyenne nationale. Nous avons révisé à la hausse nos prévisions de croissance du PIB réel pour l'Ontario ; elles se situent maintenant à 3,3 %, par rapport à 2,4 % dans nos *Perspectives provinciales* de décembre. S'ils sont réalisés, de tels gains ne permettront pas de regagner tout le terrain perdu au cours des deux dernières années – 3,6 % au total, selon les données annuelles – mais ils confirmeront que l'économie provinciale se remet effectivement sur pied et qu'elle reprend son rythme de croissance.

Cela dit, cette reprise ne sera pas ressentie dans la même mesure dans tous les secteurs économiques. Par exemple, le secteur provincial de la fabrication, durement touché, aura encore de nombreux obstacles à surmonter. Parmi ces obstacles figure notamment la vigueur soutenue du dollar canadien (on croit qu'il devrait évoluer autour de la parité avec le dollar américain au cours de l'année), qui amoindrira les effets bénéfiques de l'accroissement de la demande en provenance du sud de la frontière. Le secteur automobile, de première importance pour la province, pourrait subir d'autres turbulences malgré un rétablissement prévu.

Par ailleurs, on s'attend à un important regain d'activité du côté du secteur de la construction. La construction non résidentielle bénéficiera d'une forte augmentation des dépenses en immobilisations de tous les paliers de gouvernement. Lors du dernier sondage sur les intentions d'investissement dans les secteurs public et privé, les différents paliers de gouvernement de la province ont exprimé



leur intention d'augmenter de 24 % leurs dépenses en infrastructures (routes, réseaux d'égout, édifices publics et autres) en 2010. Une croissance des dépenses de sources publiques encore plus importante est prévue dans les secteurs des transports (surtout le transport en commun) et de l'éducation. Les entrepreneurs en construction du secteur résidentiel devraient être plus occupés cette année, particulièrement durant le premier semestre. La vigueur du marché de la revente enregistrée au cours des derniers mois devrait également être ressentie dans le marché des maisons neuves car actuellement, le nombre des acheteurs est nettement supérieur à celui des propriétés à vendre. Le nombre des permis de construire – d'habitude un indicateur fiable de l'activité à venir – a monté en flèche à la fin 2009 et au début 2010, ce qui laisse présager une forte activité prochaine dans le secteur de la construction résidentielle. On prévoit que le nombre de mises en chantier passera de 50 100, en 2009, à 64 200 en 2010. L'activité dans ce secteur pourrait être particulièrement vive ce printemps en raison de l'entrée en vigueur de la TVH le 1^{er} juillet prochain. En effet, la construction de nouvelles résidences haut de gamme pourrait être accélérée, car celles-ci seront assujetties à une taxe de vente nette plus élevée à compter de l'entrée en vigueur de la TVH. (La TVH ne devrait pas avoir d'incidence sur la construction de nouvelles résidences de 400 000 \$ ou moins, car c'est à partir de 400 000 \$ que le taux de taxation sera plus élevé.)

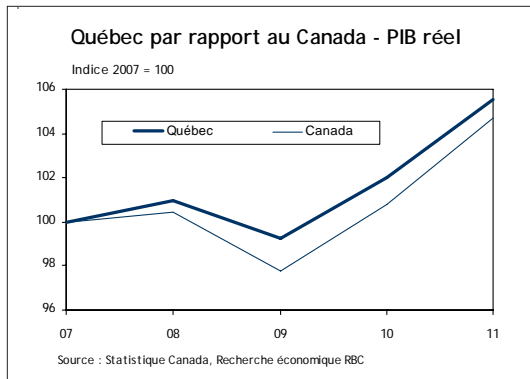
Les perspectives devraient s'améliorer davantage pour les chercheurs d'emploi de la province. Toutefois, on s'attend à ce que le taux de chômage n'y varie pas beaucoup cette année. Près du tiers des 250 000 emplois perdus durant la récession ont été regagnés depuis l'été dernier, et on s'attend à une plus grande amélioration à ce chapitre en 2010. Toutefois, on prévoit que le rythme de la création d'emplois sera tel que l'on ne devrait enregistrer une pleine reprise qu'à partir du deuxième semestre de 2011. Selon ce scénario, le taux de chômage moyen devrait être légèrement plus élevé en 2010 (à 9,2 %) qu'en 2009 (9,0 %).

L'entrée en vigueur de la TVH, le 1^{er} juillet, pourrait être l'événement ayant le plus d'incidence sur l'économie ontarienne en 2010. La TVH entraînera la taxation de certains produits et services actuellement exempts de taxe provinciale, mais le passage à une nouvelle structure d'imposition à valeur ajoutée en augmentera l'efficacité économique et accroîtra la compétitivité des entreprises de la province en diminuant les coûts associés à la conduite de leurs affaires. Les avantages d'un tel système d'imposition seront plus évidents à moyen et à long terme.

En 2011, l'économie ontarienne devrait enregistrer une croissance de 4,1 %, soit le meilleur taux en onze ans, alors que les secteurs d'activité seront plus nombreux à s'engager sur la voie de la reprise.

Québec – La reprise gagne en force

L'économie du Québec semble appelée à croître à un rythme modéré cette année. Les indicateurs récents confirment généralement que la reprise gagne en force dans la province, grâce en grande partie aux puissantes mesures de relance mises en place. La croissance a repris au troisième trimestre de l'année dernière, selon les estimations de l'Institut de la statistique du Québec, et les gains réalisés depuis dans des secteurs clés de l'économie laissent croire qu'elle a accéléré à la fin de 2009 et au début de 2010. Le rapport sur les perspectives des



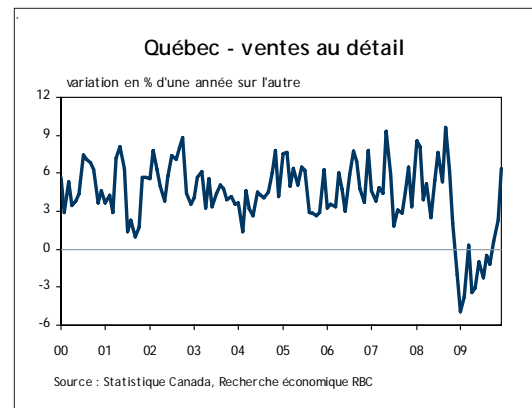
investissements publics et privés publié en février est porteur de bonnes nouvelles qui seront favorables à la croissance pendant le reste de 2010. On y apprend notamment que les administrations publiques prévoient un accroissement additionnel de 3,8 % de leurs dépenses en immobilisations dans la province cette année. Plus tôt, nous avions supposé – nous fondant sur le plan quinquennal des infrastructures du Québec publié en janvier 2009 – que les investissements publics massifs en infrastructures avaient culminé l’an dernier et qu’ils diminueraient modestement en 2010. Avec le retrait de cet effet ralentisseur présumé de nos projections, nous relevons notre prévision de croissance du PIB réel pour 2010 de 0,7 point de pourcentage, à 2,8 %. Cela serait légèrement inférieur à la moyenne nationale, mais égalerait la performance de l’économie québécoise en 2007, qui avait été la plus forte depuis 2000.

La croissance inférieure à la moyenne prévue cette année ne devrait pas nécessairement être source de déception. Le Québec s’étant enlisé moins profondément dans la récession que bien d’autres parties du pays, il n’aura pas à appuyer aussi fort sur l’accélérateur pour en sortir. En fait, par rapport au niveau d’activité de 2007 (soit avant la récession), l’économie du Québec devrait avoir une nette avance sur beaucoup d’autres provinces – notamment l’Ontario et la Colombie-Britannique, dont la croissance prévue sera supérieure à celle du Québec cette année – et sur la moyenne nationale à la fin de 2010.

Au-delà de la poussée soutenue des dépenses publiques en infrastructures, l’économie du Québec profitera cette année d’une reprise des investissements en immobilisations dans un certain nombre d’autres secteurs, dont ceux de l’extraction minière, des services publics, des services de transport (transport en commun) et même de la fabrication (plus précisément des métaux de première transformation). Cela devrait alimenter l’activité dans la construction non résidentielle. La construction résidentielle devrait aussi faire assez bonne figure, les taux d’intérêt exceptionnellement bas entretenant l’élan des marchés de l’habitation. Les mises en chantier résidentielles devraient augmenter de 44 000 unités d’habitation en 2009 à 45 500 en 2010. Les faibles taux d’intérêt, l’amélioration du marché de l’emploi et le regain de la confiance des consommateurs devraient stimuler les dépenses de consommation. Les ventes au détail mensuelles se sont nettement redressées depuis leur effondrement de la fin de 2008. Elles devraient, selon les projections, connaître une croissance relativement solide, dans l’ensemble, en 2010.

Sur une note moins encourageante, les entreprises manufacturières du Québec devront sans doute continuer d’affronter de forts courants contraires. Le secteur de l’aérospatiale en particulier – l’un des principaux groupes d’activité manufacturière de la province – réduira sa production en réaction à la forte baisse des commandes d’aéronefs des derniers mois. De manière plus générale, la demande de biens manufacturés devrait s’améliorer globalement, mais la vigueur persistante du dollar canadien freinera probablement de nouveau la marche des affaires. Ce contexte est aussi appelé à peser sur le commerce international de la province.

L’an prochain, la croissance de l’économie du Québec devrait, selon les projections, accélérer à 3,5 %, grâce en partie au raffermissement du commerce extérieur. Ce taux représente toutefois une légère révision à la baisse de notre



projection antérieure de 3,7 %, puisqu'une partie des investissements en immobilisations additionnels réalisés en 2010 s'inversera.

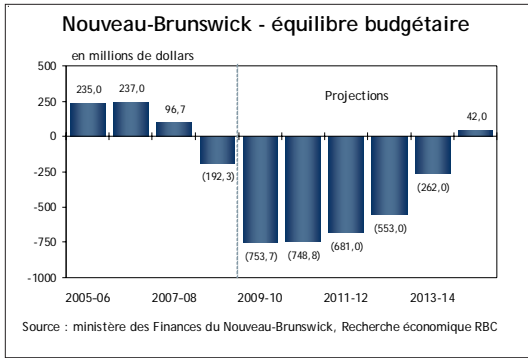
Nouveau-Brunswick – Portée par l'État

La « province aux mille panoramas » a connu une année 2009 pénible au cours de laquelle le marasme économique externe et les prix déprimés des matières premières ont progressivement semé le désarroi dans les secteurs de la fabrication et des ressources naturelles. En tout, les ventes des entreprises manufacturières du Nouveau-Brunswick ont chuté de 21 % pendant que les exportations de produits énergétiques et forestiers plongeaient de 25 % et de 15 %, respectivement, en termes nominaux. Pour contrer une conjoncture aussi difficile, le gouvernement provincial a mis en place un programme de relance basé sur les infrastructures d'une valeur de 1,6 milliard de dollars sur deux ans (dont 704 millions, soit environ 2,5 % du PIB, devraient être dépensés en 2009-2010) ainsi qu'une réforme fiscale de 400 millions de dollars. Ces mesures semblent avoir réussi à contrer considérablement la léthargie de l'économie. La construction non résidentielle s'est accrue de 7,6 % (grâce à une augmentation de 25 % de la construction d'établissements institutionnels et publics) et le marché de l'emploi a évité les lourdes pertes si répandues ailleurs au pays – la croissance de l'emploi dans la fonction publique a complètement compensé la forte baisse enregistrée dans le secteur manufacturier. Dans l'ensemble, le Nouveau-Brunswick s'en est tiré mieux que la majorité des provinces, avec un recul estimé du PIB réel de 0,3 % seulement en 2009 (inchangé par rapport à nos projections de décembre).

Le soutien du secteur public à l'économie sera encore plus fort en 2010. Le programme de relance, qui en est à sa deuxième année, comportera des dépenses en infrastructures de 896 millions de dollars (27 % de plus qu'en 2009), et les particuliers bénéficieront de baisses d'impôts de 258 millions de dollars. L'économie du Nouveau-Brunswick devrait aussi profiter de l'amélioration de la conjoncture mondiale et d'un redressement connexe de la demande des ressources naturelles de la province. L'achèvement de la mine Sussex de Potash-Corp et la reprise prévue des activités à deux autres mines importantes sont appelés à stimuler la production minière. La première année complète d'exploitation du terminal de GNL Canaport devrait engendrer une augmentation marquée de la production d'énergie. Enfin, la remise à neuf du parc de voitures de Via Rail par Industrial Rail Services devrait stimuler l'activité dans le secteur du matériel de transport de la province. Ensemble, ces facteurs devraient contribuer à une nette amélioration du secteur manufacturier – quoique la vigueur du dollar canadien puisse freiner quelque peu le rythme de croissance. Nous croyons que l'économie du Nouveau-Brunswick recommencera à croître en 2010, au rythme de 2,4 % (soit moins que le taux de 2,9 % que nous projetons en décembre). Le rythme d'expansion devrait accélérer à 3,3 % en 2011. Ce taux a cependant, lui aussi, été revu à la baisse (par rapport à 3,7 %) pour tenir compte du manque de grands projets en préparation et de l'atténuation progressive du soutien des pouvoirs publics.

Nouvelle-Écosse – En avant avec le gaz naturel

La faiblesse des prix du gaz naturel et le ralentissement de la production dû aux travaux d'entretien et à l'arrivée à maturité du gisement extracôtier de l'île de Sable ont pesé lourdement sur le secteur de l'énergie de la Nouvelle-Écosse en 2009, au point où les exportations d'énergie, en valeur nominale, ont plongé de



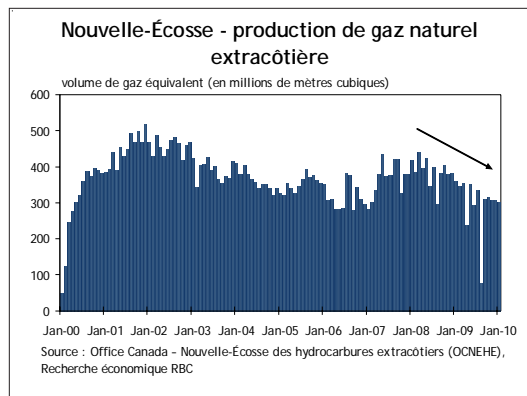
60 %. Globalement, les exportations de marchandises de la province à l'étranger ont chuté de près de 26 %. La débâcle du secteur nord-américain de l'automobile a causé un tort considérable aux industries clés du caoutchouc et des plastiques de la province, suscitant un repli de plus de 15 % des expéditions du secteur de la fabrication en 2009. Heureusement, l'économie intérieure s'en est tirée beaucoup mieux. L'emploi est resté stable, la croissance dans les services et l'administration publique compensant les pertes d'emplois dans la fabrication. Ce marché du travail relativement solide (comparativement à ceux de la plupart des régions d'Amérique du Nord) a soutenu le commerce de détail, la Nouvelle-Écosse ayant été l'une des deux seules provinces canadiennes à enregistrer une croissance annuelle à cet égard en 2009. Par ailleurs, l'investissement non résidentiel a connu une hausse substantielle de 10,5 % grâce à la poursuite des travaux sur la plateforme extracôtière Deep Panuke et au plan d'investissement en infrastructures de 800 millions de dollars de la province. Dans l'ensemble, la croissance de la production est restée stable en 2009 en Nouvelle-Écosse (comme nous le projetions en décembre) et la province s'est classée deuxième au Canada à ce chapitre.

La résistance qu'a montrée l'économie intérieure pendant le ralentissement économique est de bon augure pour 2010, où nous prévoyons un retour de la croissance et une expansion du PIB réel de 2,2 % (moins que notre estimation antérieure de 2,8 %). La progression prévue de l'emploi de 0,9 % devrait soutenir une croissance raisonnable des dépenses de consommation. Les ventes au détail, qui s'établissaient à 0,4 % en 2009, devraient augmenter de 4,5 %. Le redressement prévu de l'économie américaine et des prix des matières premières devrait soutenir fortement les principales exportations de la province, notamment celles des secteurs des produits forestiers et de l'énergie. L'entrée en production de Deep Panuke, prévue pour la fin de l'année, aura une incidence positive sur la production de gaz naturel dans la province. En revanche, la croissance de l'investissement non résidentiel risque de ralentir fortement après l'achèvement de grands projets. Selon le rapport récent sur les perspectives des investissements publics et privés, l'investissement en immobilisations non résidentiel dans la province devrait croître de 1,1 % seulement en 2010, ce qui représente un brusque ralentissement par rapport à 2009.

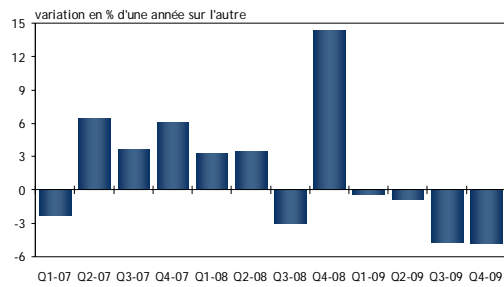
La production accrue de ressources naturelles (notamment à la mine de charbon Donkin, qui doit ouvrir au début de l'année prochaine) et l'accroissement de la demande mondiale de ces produits devraient paver la voie à une expansion additionnelle de l'économie de la Nouvelle-Écosse en 2011. Cependant, l'accalmie attendue des dépenses en immobilisations et le retrait progressif des mesures de stimulation publiques nous ont conduits à abaisser notre prévision de croissance à 2,9 %, comparativement à 3,8 % précédemment.

Île-du-Prince-Édouard – L'essor de l'aérospatiale se poursuit

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard a résisté aux bouleversements de l'année dernière mieux que celles de la plupart des provinces. Elle n'a cependant pas pu échapper à la contraction. Selon les estimations, le PIB réel de la province a diminué de 0,1 % (ce qui concorde avec nos projections de décembre). La province a bénéficié d'efforts concertés pour diversifier son économie hors des secteurs traditionnels du tourisme et des fruits de mer, que la combinaison du ralentissement économique et de la vigueur du dollar canadien a particulière-



Île-du-Prince-Édouard - hébergement - chambres-nuits vendues



Source : Tourisme Île-du-Prince-Édouard, Recherche économique RBC

ment éprouvés. L'afflux de touristes, mesuré par le nombre de nuitées vendues, a baissé chaque trimestre d'une année à l'autre. Quant à la demande et aux prix des fruits de mer de la province, ils étaient si bas que, malgré des débarquements records de homards et des prises accrues dans toutes les zones de pêche, la valeur totale des prises en 2009 a été inférieure de 25 % à celle de l'année précédente. En revanche, les recettes agricoles ont augmenté de 6,8 % pendant la période comprise entre janvier et septembre, sous l'effet de la forte demande de pommes de terre (qui représentent plus de la moitié des recettes totales). Le principal sujet économique sur « l'Île » est l'émergence du secteur de la technologie, et de la fabrication aérospatiale en particulier. Après la forte croissance qu'a connue ce secteur ces dernières années, les machines et le matériel arrivent presque en tête des produits d'exportation de la province et représentent maintenant un quart de ses exportations totales. En 2009, l'essor de ce secteur a largement contrebalancé la faiblesse des expéditions et des exportations des autres industries. En même temps, l'investissement poursuivi dans le secteur, combiné au plan de dépenses en immobilisations de 510 millions de dollars sur cinq ans, a fait croître la construction non résidentielle de près de 33 %.

La diversification de l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard place la province en bonne posture pour renouer avec la croissance en 2010, sans compter le soutien considérable que procurent les 133 millions de dollars injectés par l'État dans des projets d'immobilisations. On s'attend cependant à ce que la vigueur continue du dollar canadien continue de peser sur le tourisme et ralentisse un peu la fabrication. Le PIB réel de la province devrait croître de 2,1 % cette année (un peu moins que la prévision antérieure de 2,2 %). À mesure que l'économie mondiale continuera de prendre du mieux l'an prochain, le rythme devrait augmenter à 3,2 % en 2011 (aussi revu à la baisse par rapport à la projection de 3,4 % de décembre).

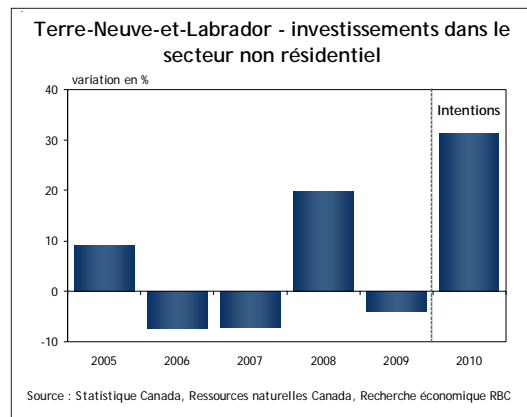
Terre-Neuve-et-Labrador – Du dernier rang au premier

L'économie de Terre-Neuve-et-Labrador a sans doute enregistré la plus forte chute du PIB réel de toutes les provinces en 2009. Estimée à 4,5 % (conformément à notre projection de décembre), cette chute est imputable à d'énormes baisses de la production énergétique et minière. La production de pétrole brut a diminué de 22 %, et les expéditions de minerai de fer et de minerai de nickel ont reculé de 48 % et de 71 % respectivement, ce dernier repli étant toutefois largement attribuable à un long conflit de travail. Quelque 5 200 emplois ont été perdus dans la province et le taux de chômage a monté pendant presque toute l'année. Hors des secteurs de l'énergie et des mines, toutefois, l'économie intérieure s'est révélée étonnamment robuste. La province est l'une des deux seules à n'avoir pas connu de baisses des mises en chantier résidentielles et elle a dominé à l'échelle nationale sur le plan de la croissance des ventes au détail.

Dernière au classement des provinces en termes de croissance l'an dernier, Terre-Neuve-et-Labrador devrait grimper au premier rang en 2010 avec un taux projeté de 4,1 % (révisé à la hausse par rapport à 2,4 %). Ce revirement remarquable sera le reflet d'un accroissement de la production de pétrole brut et d'autres produits minéraux et d'une forte augmentation des dépenses en immobilisations. L'augmentation de la demande mondiale de minerai de fer et le règlement de la grève des travailleurs du nickel de Voisey's Bay, quand il surviendra, devrai-

ent stimuler fortement la production minière. Le secteur de l'énergie bénéficiera de prix du pétrole plus élevés et de l'accroissement de la production résultant de l'expansion du champ pétrolier White Rose. Selon le rapport récent sur les perspectives des investissements publics et privés, l'investissement en immobilisations non résidentiel dans la province connaîtra la croissance la plus rapide au Canada, soit un taux impressionnant de 31,2 %. Cette expansion sera alimentée par une augmentation de l'investissement dans l'exploitation minière, l'extraction de pétrole et de gaz et les services publics (en lien avec le projet de développement hydroélectrique du Bas-Churchill), et par le plan d'investissement massif en infrastructures de la province. L'amélioration attendue du marché du travail et le maintien de taux d'intérêt bas devraient continuer de soutenir la demande d'unités d'habitation (tant existantes que neuves) – les mises en chantier résidentielles devraient rester stables à 3 200 unités, un niveau historique élevé – et une forte croissance des ventes au détail.

Nous prévoyons que la croissance de l'économie provinciale ralentira à 2,1 % en 2011 (en hausse par rapport à notre projection antérieure de 1,5 %).



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11	08	09	10	11
T.-N. & L.	0,5	-4,5	4,1	2,1	1,5	-2,4	1,5	1,7	13,2	15,4	15,5	14,9	3,2	3,2	3,2	3,1	7,6	2,6	4,3	5,4	2,9	0,3	1,9	2,2
Î.-P.-É.	0,5	-0,1	2,1	3,2	1,3	-1,1	1,8	1,1	10,7	12,0	11,8	11,7	0,7	0,9	0,7	0,8	5,6	-0,3	4,0	4,3	3,4	-0,1	2,3	2,2
N.-É.	2,2	0,0	2,2	2,9	1,2	-0,1	0,9	2,2	7,7	9,2	9,4	8,8	4,3	3,4	3,8	4,1	4,2	0,4	4,5	4,9	3,0	-0,1	2,1	2,2
N.-B.	0,0	-0,3	2,4	3,3	0,9	0,1	0,7	1,6	8,6	8,9	9,1	8,7	4,2	3,5	3,8	3,5	5,9	-0,1	4,0	4,0	1,7	0,3	2,3	2,2
QUÉ.	1,0	-1,7	2,8	3,5	0,8	-1,0	1,2	2,0	7,2	8,5	8,3	8,0	47,9	44,0	45,5	43,5	5,1	-0,9	4,5	5,1	2,1	0,6	1,8	2,1
ONT.	-0,5	-3,2	3,3	4,1	1,4	-2,4	1,3	2,6	6,5	9,0	9,2	8,4	75,6	50,1	64,2	66,8	3,5	-2,5	3,8	5,6	2,3	0,4	2,0	2,2
MAN.	2,0	0,2	2,5	4,0	1,7	0,0	1,3	2,2	4,1	5,2	5,6	5,0	5,6	4,0	5,3	5,5	7,2	-0,9	5,2	5,8	2,2	0,6	1,7	2,1
SASK.	4,2	-3,0	3,6	4,6	2,2	1,5	1,2	2,7	4,1	4,8	4,8	4,5	6,8	3,8	4,4	4,4	10,6	-2,3	5,2	6,1	3,2	1,1	2,0	2,7
ALB.	0,0	-3,7	2,5	4,4	2,7	-1,3	1,4	3,1	3,6	6,6	6,6	6,1	29,0	20,0	27,6	30,8	-0,1	-8,4	4,9	6,9	3,2	-0,1	1,7	1,8
C.-B.	0,0	-2,5	3,4	3,4	2,1	-2,4	2,1	1,7	4,6	7,6	7,7	7,0	34,3	16,0	25,6	26,5	0,3	-5,1	5,9	4,4	2,1	0,0	1,3	2,1
CANADA	0,4	-2,6	3,1	3,9	1,5	-1,6	1,4	2,3	6,1	8,3	8,4	7,7	212	149	184	189	3,4	-3,0	4,5	5,5	2,4	0,3	1,8	2,1

Tableau comparatif

2008, sauf indication contraire

	<u>T.-N. & L.</u>	<u>Î.-P.-É.</u>	<u>N.-É.</u>	<u>N.-B.</u>	<u>QUÉ.</u>	<u>ONT.</u>	<u>MAN.</u>	<u>SASK.</u>	<u>ALB.</u>	<u>C.-B.</u>
Population (milliers) (2009)	509	141	938	749	7 829	13 069	1 222	1 030	3 688	4 455
Produit intérieur brut (milliards \$)	31,3	4,6	34,2	27,4	302,2	587,8	50,8	63,5	291,3	197,9
PIB réel (en milliards de \$ 2002)	20,0	4,1	29,2	23,4	269,7	532,2	42,4	41,6	185,8	164,5
Part du PIB réel canadien (%)	1,5	0,3	2,2	1,8	20,4	40,3	3,2	3,1	14,1	12,5
Croissance PIB réel (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	2,8	1,9	1,2	1,4	2,0	1,9	2,7	3,0	3,6	3,1
PIB réel par habitant (\$)	39 206	29 422	31 140	31 157	34 445	40 722	34 704	40 367	50 379	36 928
Croissance PIB réel par habitant (TAC, cinq dernières années 03-08, %)	3,2	1,6	1,3	1,5	1,3	0,8	2,0	2,6	1,1	1,8
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	24 683	22 917	25 466	25 010	25 258	28 481	26 018	28 321	35 978	27 914
Croissance de l'emploi (TAC, cinq dernières années 04-09, %)	0,1	0,8	0,5	0,9	0,9	0,7	1,0	1,6	2,5	1,8
Taux d'emploi (janvier, 2010 %)	50,7	61,6	57,7	58,5	59,7	61,1	65,9	66,2	68,5	60,9
Indice d'inconfort (inflation + chômage, janvier 2010)	18,1	13,9	12,9	13,2	10,2	11,1	7,1	6,3	8,3	8,8
Production manufacturière (% du PIB réel)	4,6	9,5	9,6	11,2	17,6	17,0	12,2	7,8	8,9	9,4
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB réel)	54,7	71,4	71,8	69,0	64,1	60,1	64,5	58,6	53,2	69,5
Exportations (% du PIB réel)	37,8	29,7	23,4	41,5	33,6	42,5	32,3	37,6	36,9	26,8

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	146 541	153 489	159 916	164 519	164 520	160 325	165 840	171 478
	évolution (%)	3,6	4,7	4,2	2,9	0,0	-2,5	3,4	3,4
Nombre d'emplois	en milliers	2 063	2 131	2 195	2 266	2 314	2 259	2 307	2 347
	évolution (%)	2,4	3,3	3,0	3,2	2,1	-2,4	2,1	1,7
Taux de chômage	(%)	7,2	5,9	4,8	4,2	4,6	7,6	7,7	7,0
Ventes au détail	en millions de dollars	47 217	49 286	52 837	56 365	56 562	53 666	56 844	59 320
	évolution (%)	6,3	4,4	7,2	6,7	0,3	-5,1	5,9	4,4
Mises en chantier	unités	32 925	34 667	36 443	39 195	34 250	16 042	25 600	26 500
	évolution (%)	25,8	5,3	5,1	7,6	-12,6	-53,2	59,6	3,5
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,2	106,3	108,1	110,0	112,3	112,3	113,8	116,1
	évolution (%)	2,0	2,0	1,7	1,7	2,1	0,0	1,3	2,1

Alberta

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	163 564	170 872	181 418	185 870	185 780	178 906	183 289	191 354
	évolution (%)	5,3	4,5	6,2	2,5	0,0	-3,7	2,5	4,4
Nombre d'emplois	en milliers	1 757	1 784	1 871	1 959	2 013	1 988	2 016	2 079
	évolution (%)	2,4	1,5	4,8	4,7	2,7	-1,3	1,4	3,1
Taux de chômage	(%)	4,6	3,9	3,4	3,5	3,6	6,6	6,6	6,1
Ventes au détail	en millions de dollars	43 372	48 493	55 942	61 160	61 069	55 954	58 718	62 792
	évolution (%)	10,3	11,8	15,4	9,3	-0,1	-8,4	4,9	6,9
Mises en chantier	unités	36 270	40 847	48 962	48 336	28 967	19 983	27 600	30 800
	évolution (%)	0,3	12,6	19,9	-1,3	-40,1	-31,0	38,1	11,6
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,9	108,1	112,3	117,9	121,6	121,5	123,5	125,8
	évolution (%)	1,4	2,1	3,9	4,9	3,2	-0,1	1,7	1,8

Saskatchewan

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 741	38 904	38 520	39 896	41 583	40 336	41 788	43 689
	évolution (%)	5,1	3,1	-1,0	3,6	4,2	-3,0	3,6	4,6
Nombre d'emplois	en milliers	480	483	492	502	513	521	527	541
	évolution (%)	0,8	0,8	1,7	2,1	2,2	1,5	1,2	2,7
Taux de chômage	(%)	5,3	5,1	4,7	4,2	4,1	4,8	4,8	4,5
Ventes au détail	en millions de dollars	10 259	10 796	11 495	12 984	14 360	14 035	14 766	15 662
	évolution (%)	4,1	5,2	6,5	13,0	10,6	-2,3	5,2	6,1
Mises en chantier	unités	3 781	3 437	3 715	6 007	6 792	3 792	4 400	4 400
	évolution (%)	14,1	-9,1	8,1	61,7	13,1	-44,2	16,0	0,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	109,1	112,2	115,9	117,1	119,4	122,7
	évolution (%)	2,2	2,2	2,0	2,9	3,2	1,1	2,0	2,7

Manitoba

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	37 861	38 860	40 158	41 593	42 407	42 492	43 554	45 274
	évolution (%)	2,2	2,6	3,3	3,6	2,0	0,2	2,5	4,0
Nombre d'emplois	en milliers	577	580	587	596	607	607	615	628
	évolution (%)	1,1	0,6	1,1	1,6	1,7	0,0	1,3	2,2
Taux de chômage	(%)	5,3	4,8	4,3	4,4	4,1	5,2	5,6	5,0
Ventes au détail	en millions de dollars	11 692	12 381	12 870	14 008	15 017	14 878	15 649	16 564
	évolution (%)	6,7	5,9	3,9	8,8	7,2	-0,9	5,2	5,8
Mises en chantier	unités	4 440	4 731	5 028	5 738	5 550	4 042	5 300	5 500
	évolution (%)	5,6	6,6	6,3	14,1	-3,3	-27,2	31,1	3,8
Indice des prix à la consommation	2002=100	103,8	106,6	108,7	110,9	113,4	114,1	116,0	118,5
	évolution (%)	1,9	2,7	1,9	2,1	2,2	0,6	1,7	2,1

Ontario

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	496 780	510 509	522 845	534 880	532 209	515 444	532 660	554 499
	évolution (%)	2,6	2,8	2,4	2,3	-0,5	-3,2	3,3	4,1
Nombre d'emplois	en milliers	6 317	6 398	6 493	6 594	6 687	6 526	6 609	6 780
	évolution (%)	1,7	1,3	1,5	1,6	1,4	-2,4	1,3	2,6
Taux de chômage	(%)	6,8	6,6	6,3	6,4	6,5	9,0	9,2	8,4
Ventes au détail	en millions de dollars	129 086	135 321	140 808	146 252	151 375	147 611	153 239	161 757
	évolution (%)	3,2	4,8	4,1	3,9	3,5	-2,5	3,8	5,6
Mises en chantier	unités	85 114	78 795	73 417	68 123	75 567	50 050	64 200	66 800
	évolution (%)	-0,1	-7,4	-6,8	-7,2	10,9	-33,8	28,3	4,0
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,6	106,9	108,8	110,8	113,3	113,7	116,0	118,6
	évolution (%)	1,9	2,2	1,8	1,8	2,3	0,4	2,0	2,2

Québec

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	251 028	255 559	259 853	267 033	269 665	264 973	272 392	281 926
	évolution (%)	2,7	1,8	1,7	2,8	1,0	-1,7	2,8	3,5
Nombre d'emplois	en milliers	3 680	3 717	3 765	3 852	3 882	3 844	3 891	3 970
	évolution (%)	1,4	1,0	1,3	2,3	0,8	-1,0	1,2	2,0
Taux de chômage	(%)	8,5	8,3	8,0	7,2	7,2	8,5	8,3	8,0
Ventes au détail	en millions de dollars	78 518	82 533	86 709	90 663	95 321	94 440	98 729	103 801
	évolution (%)	4,2	5,1	5,1	4,6	5,1	-0,9	4,5	5,1
Mises en chantier	unités	58 448	50 910	47 877	48 553	47 925	44 008	45 500	43 500
	évolution (%)	16,2	-12,9	-6,0	1,4	-1,3	-8,2	3,4	-4,4
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,5	106,9	108,7	110,4	112,7	113,4	115,4	117,8
	évolution (%)	1,9	2,3	1,7	1,6	2,1	0,6	1,8	2,1

Nouveau-Brunswick

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	22 366	22 638	23 254	23 356	23 351	23 281	23 828	24 614
	évolution (%)	2,8	1,2	2,7	0,4	0,0	-0,3	2,4	3,3
Nombre d'emplois	en milliers	350	351	355	363	366	366	369	375
	évolution (%)	2,0	0,1	1,4	2,1	0,9	0,1	0,7	1,6
Taux de chômage	(%)	9,8	9,7	8,8	7,5	8,6	8,9	9,1	8,7
Ventes au détail	en millions de dollars	7 963	8 326	8 814	9 318	9 872	9 866	10 262	10 667
	évolution (%)	1,7	4,6	5,9	5,7	5,9	-0,1	4,0	4,0
Mises en chantier	unités	3 947	3 959	4 085	4 242	4 175	3 483	3 800	3 500
	évolution (%)	-12,1	0,3	3,2	3,8	-1,6	-16,6	9,1	-7,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,9	107,4	109,2	111,3	113,2	113,5	116,2	118,7
	évolution (%)	1,4	2,4	1,7	1,9	1,7	0,3	2,3	2,2

Nouvelle-Écosse

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	27 710	28 016	28 254	28 598	29 215	29 215	29 843	30 709
	évolution (%)	0,9	1,1	0,8	1,2	2,2	0,0	2,2	2,9
Nombre d'emplois	en milliers	442	443	442	448	453	453	457	467
	évolution (%)	2,6	0,2	-0,3	1,3	1,2	-0,1	0,9	2,2
Taux de chômage	(%)	8,8	8,4	7,9	8,0	7,7	9,2	9,4	8,8
Ventes au détail	en millions de dollars	10 297	10 527	11 163	11 636	12 129	12 173	12 716	13 338
	évolution (%)	2,8	2,2	6,0	4,2	4,2	0,4	4,5	4,9
Mises en chantier	unités	4 717	4 775	4 896	4 750	4 267	3 408	3 800	4 100
	évolution (%)	-7,4	1,2	2,5	-3,0	-10,2	-20,1	11,5	7,9
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,3	108,2	110,4	112,5	115,9	115,7	118,1	120,7
	évolution (%)	1,8	2,8	2,1	1,9	3,0	-0,1	2,1	2,2

Île-du-Prince-Édouard

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	3 877	3 921	4 026	4 126	4 148	4 144	4 231	4 366
	évolution (%)	2,6	1,1	2,7	2,5	0,5	-0,1	2,1	3,2
Nombre d'emplois	en milliers	67	68	69	69	70	69	71	72
	évolution (%)	1,3	1,9	0,6	1,1	1,3	-1,1	1,8	1,1
Taux de chômage	(%)	11,2	10,8	11,1	10,3	10,7	12,0	11,8	11,7
Ventes au détail	en millions de dollars	1 385	1 424	1 512	1 629	1 721	1 715	1 783	1 861
	évolution (%)	0,1	2,8	6,2	7,7	5,6	-0,3	4,0	4,3
Mises en chantier	unités	919	862	738	750	700	858	720	780
	évolution (%)	12,9	-6,2	-14,4	1,6	-6,7	22,6	-16,1	8,3
Indice des prix à la consommation	2002=100	105,8	109,1	111,6	113,6	117,5	117,3	120,0	122,7
	évolution (%)	2,2	3,2	2,2	1,8	3,4	-0,1	2,3	2,2

Terre-Neuve-et-Labrador

		<u>2004</u>	<u>2005</u>	<u>2006</u>	<u>2007</u>	<u>2008</u>	<u>2009</u>	<u>2010</u>	<u>2011</u>
PIB réel	2002 millions de dollars	17 209	17 593	18 201	19 856	19 953	19 055	19 827	20 243
	évolution (%)	-1,2	2,2	3,5	9,1	0,5	-4,5	4,1	2,1
Nombre d'emplois	en milliers	214	214	216	217	220	215	218	222
	évolution (%)	1,0	-0,1	0,7	0,7	1,5	-2,4	1,5	1,7
Taux de chômage	(%)	15,7	15,2	14,8	13,6	13,2	15,4	15,5	14,9
Ventes au détail	en millions de dollars	5 755	5 826	6 026	6 567	7 063	7 244	7 553	7 959
	évolution (%)	0,3	1,2	3,4	9,0	7,6	2,6	4,3	5,4
Mises en chantier	unités	2 870	2 498	2 234	2 649	3 233	3 167	3 200	3 100
	évolution (%)	6,6	-13,0	-10,6	18,6	22,1	-2,1	1,1	-3,1
Indice des prix à la consommation	2002=100	104,8	107,6	109,5	111,1	114,3	114,6	116,8	119,4
	évolution (%)	1,8	2,6	1,8	1,4	2,9	0,3	1,9	2,2

Source: Statistique Canada, Recherche économique RBC

Le contenu de ce rapport est la propriété de la Banque Royal du Canada et ne peut être reproduit d'aucune manière, en tout ou en partie, sans l'autorisation expresse écrite du titulaire du droit d'auteur. Les informations et statistiques contenues dans les présentes ont été préparées par la Recherche économique RBC sur la base de renseignements provenant de sources jugées fiables. Nous ne faisons aucune déclaration ni ne donnons aucune garantie, expresse ou implicite, concernant leur précision ou leur exhaustivité. Cette publication est destinée à l'information des investisseurs et du monde des affaires et ne constitue pas une offre de vente ni une sollicitation visant l'achat de valeurs mobilières.

® Marque déposée de la Banque Royale du Canada
© Banque Royale du Canada.